

# BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4<sup>e</sup> Internationale)

N° 30

NUMÉRO SPÉCIAL

Prix : 10 Francs

## THÈSES ET RÉOLUTION

Présentées à la discussion du III<sup>e</sup> Congrès du P. C. I.

par la Minorité du Comité Central

BEAUFRÈRE, CRAIPEAU, DARTHE, DEMAZIERE, GEOFFROY, LENOTRE. LUCIEN, MAGNIN  
MONGE, SCHWARTZ, SEVERIN - SOUDRAN - SYLVAIN (titulaires etsuppléants du C. C.)

### SOMMAIRE

#### THÈSES :

##### AVANT-PROPOS : LES LEÇONS D'UNE EXPERIENCE DE SEPT MOIS

- 1<sup>o</sup> Quelle est la tâche essentielle du III<sup>e</sup> Congrès ?
- 2<sup>o</sup> Depuis le II<sup>e</sup> Congrès.
- 3<sup>o</sup> L'expérience du referendum : A. le boycott.
- 4<sup>o</sup> L'expérience du referendum : B. devant la coalition bourgeoise.

##### CHAPITRE I. — — OU EN SOMMES-NOUS ?

- 5<sup>o</sup> Les élections du 2 juin.
- 6<sup>o</sup> Une nouvelle étape est commencée.
- 7<sup>o</sup> Dans cette nouvelle étape, le P.C.I. a encore à gagner les meilleurs éléments des syndicats et du P.C.

##### CHAPITRE II. — LES REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES

- 8<sup>o</sup> Comment lutter contre les illusions parlementaires et démocratiques ?
- 9<sup>o</sup> Le Front Unique.
- 10<sup>o</sup> Les revendications démocratiques.
- 11<sup>o</sup> La rupture de la coalition et le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T.

##### CHAPITRE III. — LES LUTTES ECONOMIQUES

- 12<sup>o</sup> Comment intervenir dans les luttes revendicatives ?

##### CONCLUSION

- a) Démocratie.
- b) Centralisme.
- c) Devenir un parti ouvrier véritable.
- d) Améliorer la « Vérité ».

##### RÉSOLUTION

## T H È S E S

### AVANT-PROPOS

#### LES LEÇONS D'UNE EXPERIENCE DE SEPT MOIS

##### 1<sup>o</sup>) QUELLE EST LA TACHE ESSENTIELLE DU III<sup>e</sup> CONGRES ?

Le III<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. n'a pas pour tâche de répéter les généralités qui servent de base à l'action de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Tous les Communistes Internationalistes savent que la deuxième guerre mondiale n'a rien réglé des contradictions impérialistes et que nous sommes toujours dans l'ère de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, caractérisée par Lénine comme l'ère des guerres mondiales et des révolutions prolétariennes.

Tous les Communistes Internationalistes savent que pour empêcher le monde de sombrer dans la barbarie, il n'y

a pas d'autre voie que la révolution socialiste et que cette révolution est encore devant nous.

Tous les Communistes Internationalistes savent que cette révolution ne peut être que l'œuvre d'un Parti révolutionnaire mondial, armé du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, à condition que ce parti sache devenir le parti des larges masses ouvrières et paysannes.

##### Comment le parti a-t-il été armé par le II<sup>e</sup> Congrès ?

Tous les Communistes Internationalistes sont d'accord là-dessus. Ils n'attendent pas du III<sup>e</sup> Congrès de notre parti qu'il leur rappelle les bases fondamentales de leur programme, mais qu'il leur indique *comment* notre parti pourra devenir le parti des masses. Ils n'attendent pas du Congrès qu'il répète les analyses descriptives du II<sup>e</sup> Congrès, mais qu'il *les vérifie* à la lumière

d'une expérience de sept mois, afin d'armer effectivement le parti d'une stratégie et d'une tactique. Ils attendent du Congrès qu'il *vérifie comment* la ligne politique issue du II<sup>e</sup> Congrès a armé le parti dans les sept mois écoulés. C'est la seule manière honnête de poser les problèmes devant le parti. C'est pourquoi les camarades de la minorité du Comité central refusent de faire une « thèse générale » pour noyer le poisson, et, soumettant au parti une résolution pour le Congrès, commencent par étudier la politique du parti depuis le II<sup>e</sup> Congrès.

##### 2<sup>o</sup>) DEPUIS LE II<sup>e</sup> CONGRES

##### Un pas vers l'action de masses

Depuis le II<sup>e</sup> Congrès le parti a réalisé un effort incontestable pour sortir de la situation de secte semi-clandestine où il se trouvait encore, et pour faire un pas vers l'action de masses. Cet effort s'est concrétisé :

## 11°) LA RUPTURE DE LA COALITION ET LE GOUVERNEMENT P.S.-P.C.-C.G.T.

Le mot d'ordre « gouvernement P. S.-P. C.-C. G. T. » doit être essentiellement compris comme un mot d'ordre qui a été la concrétisation dans une situation donnée, de la politique de rupture de la coalition et non comme une simple assimilation au « gouvernement ouvrier et paysan » en général. A cette condition, sa valeur agitative, ainsi que ses limites deviennent parfaitement claires: 1. — Avant les dernières élections, au moment où la majorité des partis ouvriers existait encore à la Constituante, il fallait expliquer aux masses: « Vous faites encore confiance aux grands partis ouvriers. Le tripartisme ne fait que les affaiblir et renforcer la bourgeoisie. Pour la première fois, ils ont la possibilité de prendre le pouvoir: qu'ils le prennent, rompent avec la bourgeoisie, et fassent un gouvernement contre les partis bourgeois, en s'appuyant sur l'action des masses dans le pays ».

Le mot d'ordre, expliqué de cette façon, permettait au parti révolutionnaire de faire renaitre une conscience de classe, sur la base d'une lutte: partis ouvriers contre partis bourgeois. C'est dans la ligne de cette politique qu'il était nécessaire d'accentuer au maximum la première faille apparue dans le tripartisme à propos de la Constitution, et répondre OUI au referendum du 5 mai.

Cela permettait ensuite de faire faire aux masses une première expérience de la trahison réformiste et stalinienne en dénonçant le fait que les partis ouvriers ayant la possibilité concrète de prendre le pouvoir pour eux seuls, continuaient la néfaste politique de coalition.

2. — Aujourd'hui, le maintien de ce mot d'ordre dans une situation où, de l'aveu même de certains camarades majoritaires, l'avant-garde (d'accord avec notre programme révolutionnaire) fait à ce point confiance au parlementarisme qu'elle vote pour les grands partis de peur de « perdre » ses voix, le maintien de ce mot d'ordre « gouvernement P. S.-P. C.-C. G. T. » deviendrait un appel aux masses pour instaurer *extra-parlementairement* un gouvernement ouvrier, et poserait dans l'agitation, le problème de la prise du pouvoir.

### Que faut-il expliquer ?

En réalité, la tactique correcte n'est pas de s'en tenir mécaniquement à des formules toutes faites, mais de déterminer concrètement comment peut s'exprimer notre slogan central de « rupture de la coalition ». Le parti doit expliquer aux masses: « Le tripartisme vous a coûté la majorité. La bourgeoisie a remporté une première victoire au referendum, une autre aux élections. Elle s'est renforcée précisément à travers la politique de coalition. Il faut arrêter cette politique criminelle. Les partis ouvriers doivent passer dans l'opposition, rompre avec les partis bourgeois, appeler les masses à l'action pour défendre leurs revendications » C'est de cette façon que nous pourrions faire tirer aux masses une nouvelle leçon concrète de la trahison stalinienne et réformiste, et non en mettant en avant, dans notre agitation, un appel *extra-parlementaire* à la prise pure et simple du pouvoir.

L'utilisation hardie des mots d'ordre

démocratiques n'est pas une nécessité nouvelle. Même dans la période de liquidation de la guerre, alors que le pouvoir bourgeois ne se rétablissait qu'avec difficulté, nous aurions dû savoir combiner les mots d'ordre de caractère démocratique transitoire avec tous les autres moyens susceptibles de mobiliser les masses laborieuses contre la bourgeoisie, et avec une propagande constante contre les illusions démocratiques. Ils acquièrent seulement une importance plus grande avec la perte des positions de combat acquises au moment de la libération (milices, comités, etc.) et avec le renforcement des illusions démocratiques.

## 12°) COMMENT INTERVENIR DANS LES LUTTES REVENDICATIVES

Mais la nouvelle étape dans laquelle nous sommes entrés nous crée une tâche nouvelle: intervenir directement, en tant que parti, dans les luttes revendicatives du prolétariat.

### Se contenter de « lancer » des mots d'ordre est un signe de faiblesse

Jusqu'ici nous nous sommes contentés de « lancer » des mots d'ordre qui ne trouvaient qu'un faible écho dans les masses et cela pour une raison capitale: notre évaluation de la situation, faite au II<sup>e</sup> congrès, était fautive. Tournant irrévérencieusement le dos aux pronostics majoritaires, la période des sept mois écoulés a été plus stagnante que jamais. Le nombre des grévistes y a été inférieur à la moyenne des deux années précédentes, inférieur à celui des époques de stagnation typiques (1928-1929). Dans les quarante-huit heures qui ont séparé la déclaration « imprudente » de Hénaff et son « démenti », on n'a pas assisté à un départ spontané de mouvement gréviste. Cela a permis sans nul doute à la direction stalinienne de vérifier que la confiance des masses à son égard dépassait tous ses espoirs. Les révolutionnaires ont le devoir d'enregistrer le fait — sans oublier qu'en définitive cette confiance sera soumise à dure épreuve par l'évolution réelle de la bataille des salaires.

Se contenter de lancer des mots d'ordre et poser la question comme s'il s'agissait pour nous de prendre dans l'immédiat la direction des opérations, c'était en réalité un signe de faiblesse.

### Il faut partir de la lutte pour la revalorisation des salaires

Les salaires sont au premier plan de toutes les revendications ouvrières. La revalorisation des salaires est le point de départ obligé de tout mouvement gréviste, de toute lutte générale du prolétariat. Nous n'avons pas su prévoir suffisamment à temps que c'était de là que tout partirait, et nous avons quelquefois embrouillé nos explications. C'est maintenant que le problème de la revalorisation est posé dans toute son ampleur que nous devons, en même temps, être les meilleurs défenseurs des revalorisations, et, sur la base de l'expérience ouvrière, mettre en avant les garanties indispensables de ces revalorisations: échelle mobile des salaires et contrôle ouvrier sur la production, nationalisation sans indemnité ni rachat de toutes les industries-clés, plan ouvrier de production...

## Il faut lier l'agitation politique à l'expérience des luttes syndicales et économiques

En même temps que notre propagande doit éclairer l'importance et l'efficacité de ces mots d'ordre, il nous faut populariser tous les exemples qui prouvent que la classe ouvrière les a déjà en partie compris. Des dizaines de résolutions de syndicats, sections syndicales, unions départementales, ont adopté le mot d'ordre d'échelle mobile des salaires. Or cela est passé inaperçu de la rédaction de la « Vérité ». Carence grave.

Le programme de la minorité du F. O. est en gros le nôtre sur le terrain revendicatif et économique. Nous n'en avons guère parlé que... pour nous délimiter de Vallières. Une conception qui confine à l'électorisme nous a fait négliger presque complètement, au cours de l'agitation électorale, l'utilisation du fait que la plate-forme F. O. a été appuyée par un millier de syndicats au congrès de la C. G. T. Autre faute grave qui n'amène pas à nous les opposants syndicalistes révolutionnaires, qui nous prive de l'argument décisif qu'aurait constitué devant les grandes masses l'existence d'une force syndicale qui défend les mêmes idées que nous: on s'est obstiné à répéter: « Seul le P. C. I., nous seuls... », alors qu'il fallait dire: « Nous ne sommes pas seuls, en voici les preuves ».

### Le contrôle ouvrier et l'échelle mobile, mots d'ordre d'action

La hausse des prix est l'une des armes qu'emploie avec le plus de succès la bourgeoisie pour accroître ses profits. La classe ouvrière reste quelque peu désarmée devant la course entre les salaires et les prix. Pour défendre les salaires contre les prix, nous luttons pour les revalorisations. Pour garantir ces revalorisations deux moyens de lutte ont été mis en avant: la lutte pour l'échelle mobile et le contrôle ouvrier sur les prix, la production et la répartition.

Nous n'avons pas à choisir entre ces deux moyens. Ils ne s'opposent pas. L'application de l'échelle mobile des salaires ne se conçoit pas elle-même sans le contrôle ouvrier sur les indices de prix. Ces deux mots d'ordre ont commencé à pénétrer dans l'avant-garde ouvrière. Des milliers de syndicats se prononcent pour l'échelle mobile et nous devons soutenir leurs luttes pour son inscription dans les conventions collectives.

En même temps des milliers de comités d'entreprises ont reçu un pouvoir consultatif de contrôle des prix. La grève des brasseurs du Nord s'est transformée en expérience de gestion ouvrière. Nous devons partir des expériences acquises ainsi par les travailleurs, lutter pour l'extension des attributions des comités d'entreprises, pour leur épuration de tout agent patronal. Il faut montrer que, dans les faits, les comités d'entreprises ne peuvent arriver à rien, ne peuvent même pas se prononcer sur les prix, s'ils n'ont pas les pouvoirs qui leur permettent de discuter d'égal à égal avec les patrons.

oui, au Bureau politique, non au Comité central extraordinaire, oui après le Comité central, et non au Comité central de juillet. Peut-on dire que les thèses de la majorité avaient armé le Parti ?

### Pour une politique cohérente, il faut en finir avec l'impressionnisme et le sectarisme

Certes, grâce au retournement inextrémis du camarade Marcoux, le Parti a pu éviter de justesse de se couper des masses. Mais quelle politique pouvaient faire des camarades qui se déterminaient ainsi non en fonction de leur orientation générale, mais selon un coup de dés impressionniste ? La « Vérité », dirigée par Marcoux, ne titre pas le 3 mai sur le referendum du 5, mais sur le Viet-Nam. Même l'article qui explique notre position n'ose pas la formuler dans le titre ! Et dans le même numéro où se cache ce oui honteux, un article du secrétaire général du P.C.I. déclare que voter oui c'est « tromper les travailleurs » et « poignarder dans le dos les combattants indochinois ». Voilà quelle campagne cohérente notre parti a pu mener lors du referendum. Cela montre assez qu'il faut en finir avec l'impressionnisme, comme avec le sectarisme. Il faut déterminer une politique cohérente et réaliste, pour un Parti qui entend intervenir effectivement dans les événements; telle doit être la tâche essentielle du III<sup>e</sup> Congrès du P.C.I.

## CHAPITRE I

## OU EN SOMMES-NOUS ?

### 5°) LES ELECTIONS DU 2 JUIN

Les explications confuses des sectaires visent à présenter après coup la victoire du non au referendum soit comme une « stagnation relative » dans la « montée révolutionnaire », soit comme un « échec des partis ouvriers, mais non de la classe ». Enregistrons qu'ils n'ont pas osé dire quand même que la victoire des non était un succès pour la classe ouvrière.

Cela seul suffit à pulvériser toute leur argumentation, car avant le 5 mai, il était bien question, n'est-ce pas, que la radicalisation des masses dût s'exprimer à travers le rejet de la Constitution ?

### Simple palier dans la montée ?

Mais peut-on considérer le 5 mai comme marquant un simple palier dans une radicalisation continue, comme un signe que les masses commencent à se détourner du P.S. et du P.C. pour se tourner vers les solutions révolutionnaires ? En réalité, rien de cela; ceux qui se sont détournés du P.S. et du P.C. se sont tournés vers le M.R.P. ou le P.R.L.

### Echec pour les partis, non pour la classe ouvrière

On dit encore que le 5 mai a été un échec pour les partis ouvriers, mais non pour la classe ouvrière. Il est difficile d'imaginer une inconscience, une

légèreté aussi complètes. En 1933, les partis ouvriers allemands avaient subi une grande défaite et la classe ouvrière n'avait pas été battue sur un autre terrain que le terrain des élections et des plébiscites. Et pourtant c'était une inconscience criminelle des staliniens que de considérer que la classe ouvrière n'était pas battue. Elle l'était et on connaît la suite. Elle avait été écrasée précisément en grande partie à cause des conceptions remises en honneur treize ans plus tard par certains de nos camarades. Sans assimiler la France de 1946 à l'Allemagne de 1933, il importe de comprendre que les échecs des partis même sur le seul terrain électoral ont leur influence dans la lutte des classes.

### Les élections du 2 juin ont montré :

— Que les partis ouvriers perdaient 150.000 voix en valeur absolue par rapport au 21 octobre et, si l'on tient compte du plus grand nombre des votants, on s'aperçoit qu'il leur manque 800.000 voix pour maintenir la proportion de leurs suffrages.

— Que les partis bourgeois ont gagné 900.000 voix et qu'ils ont, ce qui est encore plus important, repris l'initiative dans la lutte telle qu'elle se mène, c'est-à-dire sur le terrain parlementaire.

Le 2 juin a révélé clairement que les sept mois de législature de la première Constituante, non seulement n'avaient pas bouleversé les rapports de forces politiques dans le sens de l'initiative révolutionnaires des masses, mais encore avaient consolidé les illusions parlementaires au point que même les aveugles ont dû s'en apercevoir.

### 6°) UNE NOUVELLE ETAPE EST COMMENCEE

Le referendum du 5 mai marque une nouvelle étape politique.

Du point de vue économique, personne ne peut plus croire encore aujourd'hui que nous continuons d'assister à l'effondrement irrémédiable de l'économie bourgeoise française. Les efforts des réformistes et des staliniens ont fini par porter leurs fruits: l'appareil de production bourgeois connaît une reprise.

Du point de vue politique: en août 1944 et dans les mois qui ont suivi, le pouvoir de la bourgeoisie était mal établi et la remise en route de la production apparaissait comme une opération pleine de difficultés techniques, financières et grosse de dangers sociaux. Les milices patriotiques, l'existence des F.T.P. et même des F.F.I., les Comités d'usines et même les Comités de libération étaient autant de menaces pour la domination politique du capitalisme.

Puis les masses se sont laissées désarmer, ont laissé dissoudre leurs premiers comités, les éléments les plus actifs ont donné leur confiance au P.C. bien qu'il ait joué le rôle décisif en cette occasion et les illusions parlementaires et démocratiques n'ont cessé de croître.

NOUS NE SOMMES PLUS, MOMENTANEMENT, DANS LA SITUATION OU LE MOINDRE PAS EN AVANT DE LA CLASSE OUVRIERE METTAIT DIRECTEMENT EN CAUSE LE POUVOIR BOURGEOIS. IL NE S'AGIT NI DE PESSIMISME NI D'OPTIMISME, MAIS D'UNE APPRECIATION DE LA SITUATION.

## Nouvelle étape en France

La bourgeoisie a réussi à consolider sa domination politique. Les masses ne la mettent plus directement en danger et les luttes économiques qui pourraient bien atteindre d'ici peu des proportions grandioses se déroulent sur le terrain d'un démarrage économique tout à fait réel (la production a atteint dans son ensemble 70 à 80 % de celle de 1938 et l'a dépassée dans certaines industries de base). En partie, la catastrophe économique a été conjurée par la bourgeoisie, ce qui ne veut pas dire qu'elle l'est totalement ni pour longtemps. Mais la crise actuelle n'est déjà plus une crise de démarrage économique; ni une crise politique provoquée par l'impossibilité de ce démarrage économique.

## A l'échelle internationale

Les 45.000 voix que nous avons recueillies aux élections, la constitution de la minorité révolutionnaire dans la C.G.T., l'agitation gréviste sourde, la bataille pour les salaires sont les éléments d'une nouvelle étape politique, qui n'est pas spéciale à la France. La Belgique précède la France sur la même voie. Le démarrage économique y a été plus rapide et les menaces de grève générale nous offrent un exemple classique des vastes luttes revendicatives comme il s'en produit en période de ranimation économique. L'Italie, entrée la première dans la phase révolutionnaire de liquidation de la guerre, avec des éléments de dualité de pouvoir beaucoup plus nettement définis que la France, est entrée, elle aussi, dans la nouvelle étape avec l'établissement de la république bourgeoise.

La crise politique révolutionnaire découlant directement de la deuxième guerre impérialiste a avorté. Dans le monde entier, le régime capitaliste sort encore une fois victorieux de la guerre, bien qu'il soit plus profondément que jamais ébranlé et lézardé.

## Caractéristiques de la nouvelle étape

La nouvelle étape est finalement caractérisée par ces deux faits inséparables :

a) La domination politique de la bourgeoisie a été consolidée, sa légalité est restaurée, les éléments de double pouvoir issus de la guerre ont été liquidés, la bourgeoisie a retrouvé l'initiative politique ;

b) Le démarrage économique est amorcé et sur cette base s'ouvre une perspective de luttes ouvrières revendicatives sur une vaste échelle.

## Limites de la stabilisation

La faiblesse du régime bourgeois l'oblige à faire certaines concessions politiques sous la pression des masses, à accepter par exemple des ministres stalinien au gouvernement et à s'en remettre à la bureaucratie ouvrière pour exécuter son plan de surexploitation et de misère des masses. Cette faiblesse oblige également le capitalisme à introduire des éléments de dirigisme économique de plus en plus nombreux dans le système de production et de répartition (l'importance du secteur nationalisé, le maintien de fait des Comités d'organisation, etc.).

Mais les limites de la stabilisation sont données surtout par :

— La crise financière permanente qui résulte, en France, de la pression du capital américain sur le capital français et, d'autre part, reflète les péripéties de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la répartition du revenu national ;

— La désagrégation de l'empire colonial. Sur ce point, la bourgeoisie française, après l'échec de l'expédition en Indochine, cherche une base de stabilisation dans un accord avec la bourgeoisie indigène ;

— La contradiction entre ces deux tendances du capitalisme français : le désir de réintégrer le marché mondial et le désir de protéger son marché intérieur contre la concurrence des pays mieux équipés.

## 7°) DANS CETTE NOUVELLE ETAPE, LE P.C.I. A ENCORE A GAGNER LES MEILLEURS ELEMENTS DES SYNDICATS ET DU P. C.

### Perspectives de luttes économiques

La stabilisation relative du capitalisme n'a pu se faire qu'au prix des plus grands sacrifices pour les masses laborieuses. Elles ont dû verser pour prix de cette stabilisation 30 à 40 % de leur pouvoir d'achat. C'est donc, dans l'immédiat, pour défendre leurs conditions de vie et non pour attaquer le pouvoir bourgeois que les travailleurs entrent en lutte. L'offensive révolutionnaire future passe tout entière, actuellement, par l'élargissement des premières luttes économiques.

### Le sens des luttes grévistes

C'est un phénomène connu, et qu'il est nécessaire de rappeler à nouveau, que les grèves prennent un caractère de lutte générale en période de ranimation économique, lorsqu'il n'existe pas ou peu de chômeurs et de stocks. La combativité ouvrière s'accroît alors en même temps que le volume de la production, en raison directe de la reprise.

### Le rôle du P. C.

Le rôle du P.C. consistera, sans nul doute, à utiliser ces luttes revendicatives comme moyen de chantage auprès de la bourgeoisie, à les maintenir dans le cadre économique, et il n'en prendra la tête que pour mieux les stériliser du point de vue révolutionnaire. Mais la classe ouvrière a une conscience plus aiguë de ses intérêts économiques immédiats que de son rôle politique ; sa conscience syndicale est en avance sur sa conscience politique. En conséquence, bien que les travailleurs ne soient pas encore gagnés au programme révolutionnaire, ils feront pression sur les bureaucrates qui trahissent leurs revendications. Le P.C. éprouvera les plus grandes difficultés à concilier sa politique de collaboration de classe et sa volonté de garder les masses sous sa tutelle.

### Notre rôle

A travers cette expérience, notre parti, s'il sait jouer dans les syndicats son

rôle de meilleur, de plus tenace, de plus conséquent défenseur des intérêts de la classe ouvrière, s'il sait combiner l'audace dans l'action avec la patience dans l'explication, pourra trouver la voie de l'avant-garde et gagner les ouvriers les plus clairvoyants et les plus combattifs qui sont encore dans les rangs syndicaux et dans le P.C..

Tout notre programme politique doit être présenté à des travailleurs qui se défendent contre la misère dans un pays où la bourgeoisie a remis en route son économie et consolidé son pouvoir politique. Notre propagande et notre agitation doivent être au niveau de larges couches de syndiqués combattifs, au niveau de futurs grévistes et présenter le plus souvent nos mots d'ordre essentiels à travers les luttes revendicatives.

### La question du pouvoir

Devant nous est la lutte pour les salaires. Dans cette lutte, nous avons à mettre en avant les mots d'ordre du contrôle ouvrier (sur les prix, la production, la répartition, etc.). C'est au travers de cette lutte pour les salaires et le contrôle ouvrier que les ouvriers comprendront mieux que le pouvoir bourgeois doit être renversé, et que la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, appuyé sur les masses, deviendra un problème actuel pour de larges masses.

### Pas d'illusions : le P. C. peut encore manœuvrer

Nous avons à gagner l'avant-garde politique de la classe ouvrière. Dans la conjoncture présente, notre travail syndical a pour cela une importance plus grande que par le passé. Nos mots d'ordre transitoires garantissent le succès des luttes engagées et garantissent les conquêtes arrachées contre les contre-offensives bourgeoises. Mais il faut aussi poser les problèmes politiques à travers les luttes revendicatives. Ici nous trouverons le P.C. devant nous. Nous ne devons jamais oublier une minute, à partir de maintenant, qu'il s'agit d'arracher des dizaines de milliers d'ouvriers les plus conscients, encore organisés à l'heure qu'il est dans le P.C., à l'influence désagrégeante et déformante du stalinisme.

Précisément parce que nous sommes dans une période de stabilisation relative qui laisse au P.C. une marge importante de manœuvres sur le terrain économique, manœuvres qui visent à maintenir le prolétariat sur ce terrain, une tactique d'unité d'action et de front unique est absolument indispensable. Si nous nous laissons aller à croire que le P.C. est incapable de prendre, de temps à autre, la tête des revendications ouvrières — à sa manière, certes, en les réduisant au minimum, en en faisant une simple question de justice et d'humanité, mais avec des moyens de propagande et d'intervention formidables, avec encore une si grande quantité de cadres syndicaux éprouvés et talentueux — si nous nous laissons aller à une telle illusion, il sera normal que nous méprisions le Front unique, que nous nous privions du moyen central de l'éclaircissement politique dans la période présente : une activité inlassable pour l'unité d'action des travailleurs et le Front unique des organisations ouvrières.

## CHAPITRE II

# LES REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES

## 8°) COMMENT LUTTER CONTRE LES ILLUSIONS PARLEMENTAIRES ET DEMOCRATIQUES ?

Notre agitation tenait compte, suivant les directives majoritaires du II<sup>e</sup> Congrès, de la possibilité d'une rupture de la coalition imposée par les masses. La minorité n'était pas en désaccord avec cela. Car, jusqu'au 2 juin, les illusions parlementaires pouvaient elles-mêmes servir à la rupture de la coalition. En ce sens que les deux partis ouvriers représentés à la Constituante avaient la majorité et qu'ils pouvaient donc, dans les limites mêmes du parlementarisme bourgeois, prendre le pouvoir. La rupture de la coalition était une solution qui s'imposait d'elle-même, une solution « de bon sens », pourrait-on dire. Et c'est la rupture de la coalition qui aurait montré à son tour aux masses la nécessité de leur action extra-parlementaire.

Il en est autrement aujourd'hui, les deux partis ouvriers de la Constituante ayant perdu la majorité, c'est le gouvernement ouvrier et paysan, le gouvernement des masses, s'instaurant avec leur aide, sur la base des comités de masses, qui demeure seul possible.

La seule rupture de la coalition amènerait les partis ouvriers non au pouvoir, mais dans l'opposition. Or, ils n'y veulent pas entrer car la classe ouvrière ne comprendrait pas qu'ils soient dans l'opposition sans faire une politique d'opposition. C'est pourquoi nous devons soutenir en même temps : comme mot d'ordre de propagande à expliquer patiemment, le « gouvernement ouvrier et paysan » lié à la réalisation de nos revendications transitoires, et comme mot d'ordre d'agitation, la « rupture de la coalition », le soutien par les partis ouvriers des revendications de classe, le Front unique et l'Unité d'action des travailleurs.

### Les masses doivent faire elles-mêmes leur propre expérience

La propagande est destinée à éduquer les masses et d'abord leur avant-garde en expliquant inlassablement quels sont nos buts et nos moyens, quels sont les objectifs qui doivent être atteints au cours des prochaines étapes, et le sens général des luttes de classes.

Tandis que l'agitation, tenant compte de toutes les particularités de l'étape présente (notamment l'état d'esprit de la majorité de la classe ouvrière, son degré de compréhension à l'égard de la lutte finale), vise à FACILITER AUX MASSES, AU TRAVERS DE LEUR PROPRE EXPERIENCE, DANS L'ACTION, LA COMPREHENSION DES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE.

Le parti révolutionnaire n'est pas une association de sages incompris des masses. Cela en politique se nomme une chapelle et non un parti. Le parti révolutionnaire veut organiser dans ses rangs l'avant-garde de la classe ouvrière et conquérir la confiance de la majorité de la classe. Or il ne le peut pas en opposant chaque jour, avec une ténacité

citée sans espoir, sa propre sagesse à la folie des masses, ni en essayant de se persuader que le prolétariat est acquis à la révolution, à son programme et à ses méthodes de classe, et que seules les machinations des bureaucrates ouvriers séparent les masses du parti révolutionnaire.

### Les masses ne sont pas convaincues que nous avons raison

Si les masses suivent encore Thorez, Frachon et Daniel Mayer, c'est parce qu'elles ne sont pas convaincues que le programme et les méthodes révolutionnaires définissent la voie la plus courte et la plus sûre vers le pain, la paix et la liberté. Et c'est pourquoi nous caractérisons la situation actuelle comme une situation de **préparation révolutionnaire**, dans laquelle vient au premier plan, non le problème de la prise immédiate du pouvoir, mais le problème du gain de la confiance d'une partie de plus en plus grande de la classe ouvrière, de l'enracinement du parti révolutionnaire dans les masses, de la construction d'une véritable direction du prolétariat.

Cette construction passe par l'expérience que feront les masses de leurs directions traîtresses, et cette expérience doit être impulsée par nous. Elle nous oblige à une politique destinée à démasquer non seulement en paroles, mais dans l'action, les directions actuelles du prolétariat.

### Lutte finale et luttes immédiates

Nous savons qu'un règlement définitif et équitable de tous les problèmes ne peut intervenir qu'à la fin du servage capitaliste. Mais nous ne nous contentons pas de répéter cela. Nous nous saisissons de toutes les revendications immédiates, d'ordre économique ou politique, et nous participons à toutes les luttes sur le terrain de classe, pour organiser et renforcer l'avant-garde et entraîner dans l'action les masses vers la lutte finale.

La distinction fondamentale qui sépare le réformiste du révolutionnaire n'est pas fondée avant tout sur la nature de leurs préoccupations, mais sur celle de leurs réactions devant les problèmes et celle des solutions qu'ils préconisent.

Il faut se défaire de cette conception ultra-gauchiste qui fait croire aux militants que le parti peut se mettre en branle à certaines occasions seulement, qu'il choisit comme se rapportant à la ligne générale de « montée ». Outre que cette méthode antimarxiste conduit les camarades à voir des montées partout pour justifier leurs thèses, elle les empêche précisément d'orienter le parti dans les voies où la radicalisation des masses est possible si son influence s'y exerce. L'attentisme à la montée stérilise toute action militante et fait croire que le parti peut se dispenser d'intervenir avec ses méthodes de classe dans toutes les luttes engagées par les travailleurs sur quelque terrain que ce soit, et quelles que soient les illusions des masses.

## 9°) LE FRONT UNIQUE

Le développement du parti dépend aujourd'hui de sa capacité à s'intégrer

à toutes les luttes quel qu'en soit le point de départ.

Sur la base de toutes les revendications des masses, nous devons appeler au Front unique le plus souvent possible et sur des points précis. Le Front unique ne se fait pas comme le conçoit le n° 115 de la « Vérité ». C'est caricaturer le Front unique que de proposer à Thorez la rédaction d'un **manifeste commun** pour la défense de l'U.R.S.S. Le Front unique se propose pour des actions précises. Il doit entraîner dans l'action une fraction plus large de la classe ouvrière que celle qui suit le parti révolutionnaire.

La tactique du Front unique montrera que le parti révolutionnaire n'a pas d'intérêts différents de ceux du prolétariat, qu'il en est le meilleur défenseur. Seule cette tactique peut démontrer aux masses, comme le disait Trotsky, que ce qui sabote la lutte commune « ce n'est pas le sectarisme du parti révolutionnaire, mais la trahison de la social-démocratie ».

A propos de l'auto-défense antifasciste, de la lutte contre l'instauration d'un exécutif fort, de l'opposition au retour du Sénat, de la défense de la laïcité comme de la défense des intérêts économiques des travailleurs, le parti doit être ou bien l'initiateur, ou le participant actif de campagnes menées en commun par plusieurs organisations prolétariennes. Il doit pousser de toutes ses forces à l'unité d'action des travailleurs et faire du Front unique un des moyens essentiels pour faire entrer les ouvriers qui acceptent encore la tutelle bureaucratique dans l'action. Peu importe la confusion et les illusions qui sont dans leur tête au départ. Nous mettons en avant nos solutions qui, dans l'expérience commune, apparaîtront comme les seules efficaces. Mais nous ne posons aucune autre condition. C'est par et dans l'action que le Front unique de classe se constituera pour aboutir aux véritables organismes de Front unique des masses : les Soviets.

Le Front unique des organisations ouvrières n'est pas pour nous un but en soi, mais le moyen de développer notre influence, de faire la preuve que nous sommes une organisation politiquement active et que nos méthodes et notre programme révolutionnaire sont les seuls valables.

Dans chaque cas particulier, la constitution ou la rupture du Front unique sont subordonnées à la tactique d'ensemble du parti, au niveau des luttes, au profit que le parti peut retirer de telle ou telle attitude.

## 10°) LES REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES

Le M.R.P. est devenu le plus puissant parti politique en France. Avec prudence et sans fausse hâte, la réaction marque des points dans cette « expérience décisive du régime représentatif » annoncée par de Gaulle. Elle prépare le retour du Sénat, le renforcement de l'Exécutif, la destruction de l'école laïque et l'arrivée d'un sauveur. La bourgeoisie poursuit son plan de liquidation de sa propre démocratie et l'instauration d'un Etat fort.

## La lutte pour les revendications démocratiques mène à la lutte pour les soviets

Dans ces conditions nous devons comprendre que les revendications démocratiques, bien loin de s'opposer à un grand mouvement extra-parlementaire des masses, *préparent au contraire ce mouvement*. Les masses incapables, pour le moment, de partir à l'assaut du pouvoir bourgeois pour instaurer la dictature prolétarienne, sont néanmoins sensibles aux efforts réactionnaires de la bourgeoisie et elles sont prêtes à se mobiliser contre tel ou tel aspect de la politique réactionnaire du capitalisme.

Ces mots d'ordre démocratiques n'auraient aucun sens s'ils n'étaient pas liés aux revendications transitoires de caractère économique. A tout moment notre propagande doit montrer la liaison entre ces deux sortes de mots d'ordre transitoires dirigés contre le même adversaire.

Défendre des revendications « démocratiques » alors que naissent des soviets, ce serait passer la tête dans le « nœud coulant de la démocratie bourgeoise », ce serait une trahison. Mais tel n'est pas le cas. Au contraire, nous défendons les revendications démocratiques, en l'absence de soviets, contre la mobilisation et les premières attaques des forces réactionnaires.

Aujourd'hui, en l'absence d'une offensive ouvrière posant le problème du pouvoir en dehors du cadre de la démocratie bourgeoise, les revendications démocratiques ne sont pas un frein à un puissant mouvement prolétarien vers la prise du pouvoir, mais au contraire, elles s'opposent à l'évolution de la bourgeoisie vers le bonapartisme et la dictature. Et c'est la raison pour laquelle ces revendications « démocratiques », si elles sont liées d'une part à nos mots d'ordre de classe (rupture de la coalition, lutte contre les partis bourgeois) et aux revendications ouvrières (échelle mobile, contrôle ouvrier), sont de nature à mobiliser les masses contre la bourgeoisie et c'est ce qui nous importe.

### Les campagnes à mener

C'est au moyen de toute une série de *campagnes politiques* que nous arriverons à arracher les masses à la passivité politique.

a) sur la campagne relative à l'enseignement : *fermeture des écoles religieuses, enseignement laïque et gratuit*, doit se greffer toute une lutte contre l'Eglise et la réaction.

b) pour la *représentation proportionnelle intégrale* est une campagne absolument nécessaire, non seulement parce qu'elle a un contenu progressif par elle-même, mais parce qu'elle profite directement au parti.

En effet, avec la représentation proportionnelle intégrale, nous aurions eu un député aux dernières élections. C'est la meilleure réponse au P. C. qui nous accuse de lui faire perdre des sièges en nous présentant.

c) *Assemblée unique, contre le Sénat, révocabilité des élus, souveraineté de l'assemblée, contre les pouvoirs présidentiels*, sont autant de mots d'ordre pour lesquels il faut savoir lutter concrètement avec la conscience qu'ils sont autant de moyens pour pousser les masses à faire elles-mêmes l'expérience de la démocratie bourgeoise et des directions traîtresses.

a) par la campagne de légalisation du parti et la publication d'un journal plus populaire et de beaucoup plus large diffusion ;  
b) par l'affirmation de son programme d'action au Congrès de la C.G.T., dans le cadre de la minorité révolutionnaire ;  
c) par une campagne électorale menée dans onze circonscriptions, au terme de laquelle près de 45.000 électeurs ont voté communiste internationaliste ;  
d) par le renforcement et l'élargissement de notre influence et de notre organisation dans la jeunesse.

### Devenir le parti de l'avant-garde

Ainsi, pour la première fois, notre parti s'est affirmé publiquement. Il a démontré qu'il existe une assez large avant-garde qui cherche une voie révolutionnaire, et auprès de laquelle les idées de la IV<sup>e</sup> Internationale trouvent audience. Le P.C.I. peut devenir le parti de cette avant-garde, l'organiser, la guider dans les luttes pour la conquête des masses. Mais cela n'est possible que s'il sait traduire son programme général — les principes du marxisme révolutionnaire — en une stratégie juste et en une tactique juste. Notre programme général se fonde sur l'appréciation d'une période de dizaines d'années, celle de l'agonie capitaliste qui se prolonge. Mais la tactique d'un parti révolutionnaire doit traduire ce programme sur la base d'une appréciation d'années et souvent de mois, en mots d'ordre d'action capables de faire faire leur expérience à l'avant-garde et aux masses ouvrières. De telle sorte que notre Parti puisse intervenir effectivement dans les événements et en influencer le cours.

### 3°) L'EXPERIENCE DU REFERENDUM : A. — LE BOYCOTT

Peut-on dire que la majorité du II<sup>e</sup> Congrès ait armé notre Parti d'une telle perspective, d'une telle stratégie, d'une telle tactique ? Nous ne le pensons pas. Il suffit de constater comment la majorité éclate au moment décisif de l'action : une partie de la majorité refusant de suivre la logique sectaire des thèses majoritaires est contrainte de rejoindre la seule politique réaliste : celle de la minorité.

C'est ce que démontre clairement l'expérience du referendum, la seule crise violente qu'ait éprouvée politiquement le Comité central. A cette occasion, le Parti ne pouvait pas se contenter de répéter des formules propagandistes. Il lui fallait apprécier une situation concrète et y prendre ses responsabilités. De là l'importance essentielle de cette expérience, dont le caractère décisif a été souligné alors par les camarades Frank et Bleibtreu.

### Comment raisonnait la minorité...

Dans une première phase, la question se pose ainsi : les deux grands partis ouvriers élaborant une Constitution avec le M.R.P., et les autres partis bourgeois s'opposant à cette Constitution, comment votera le Parti ? Pour la minorité qui applique ses principes, il s'agit d'un acte politique : comment utiliser ce vote pour élever la conscience politique des travailleurs, leur faire comprendre notre programme d'action révolutionnaire et la nécessité de rom-

pre avec la bourgeoisie ? Cela même interdit de mêler nos suffrages, en votant *non*, à ceux de la réaction fasciste et des cléricaux. Cela interdit de miser sur le courant abstentionniste. D'où la proposition d'un *bulletin blanc* (qui pouvait être précisé par l'inscription de nos mots d'ordre).

### ...et la majorité

Mais la majorité est-elle armée par ses thèses ? Nullement ; elle se divise en trois. Certains votent avec la minorité ; d'autres votent *non* ; la plupart, renforcés par les partisans du *non*, se prononcent pour le *boycott*. Une telle position de boycott se conçoit fort bien en effet dans le cadre de la « montée révolutionnaire » prônée par la majorité et qui devait « modifier profondément le visage politique dans les sept mois ». Si la réalité avait été telle, se posait en effet le problème de l'instauration immédiate d'une autre forme de démocratie : la démocratie soviétique. Il fallait alors boycotter les élections bourgeoises dont se détourneraient les masses, miser sur le courant profond qui opposerait les masses (abstentionnistes) au parlementarisme, et préparer avec elles les soviets. Or, en avril 1946, personne ne peut juger que la situation soit telle. Dans les conditions réelles, le boycott est une simple absurdité, puisque c'est non une réponse aux problèmes posés, mais une opposition à la consultation elle-même (comme en Grèce), alors que personne ne pense sérieusement à lui opposer immédiatement une autre forme d'expression populaire. Ce n'est pas une position politique, mais de la phrase pseudo-radical : ce n'est pas par hasard si les ultra-gauchistes et les anarchistes font chorus.

### 4°) L'EXPERIENCE DU REFERENDUM : B. — DEVANT LA COALITION BOURGEOISE

Mais le divorce entre les thèses de la majorité et la réalité est encore plus net lorsque le M.R.P. décide de voter *non*. Ce sont alors deux blocs nettement définis qui s'affrontent au referendum. D'un côté, les partis socialistes et communistes français. De l'autre, tous les partis bourgeois : de l'U.D.S.R. et des radicaux au M.R.P., au P.R.L., à la « réconciliation française ».

Dès lors l'objet même du referendum (la Constitution) passe au second plan. Il s'agit d'une épreuve de forces entre les partis bourgeois et les partis qui dirigent (qui dirigent encore, malheureusement) la classe ouvrière. Certes cette épreuve de force a lieu encore sur le terrain électoral ; la bourgeoisie n'a ni les forces ni l'envie de la porter dans la rue, par exemple. Mais, même sur le plan électoral, elle marquera une étape importante, soit qu'elle accentue le recul ouvrier, soit qu'elle donne le signal d'une reprise de confiance dans la classe ouvrière.

### OUI contre la bourgeoisie et pour la rupture de la coalition

Voilà ce que la minorité a pu voir dès le début. Conformément à sa ligne générale, elle en a tiré des conclusions tactiques précises : il faut attaquer violemment la Constitution, la dénoncer comme le fruit de la collaboration des partis ouvriers avec la bourgeoisie

en général et le M.R.P. en particulier, démasquer son caractère bourgeois et même souvent antidémocratique, profiter de cette critique pour montrer à la classe ouvrière où mènent les capitulations de ses partis dirigeants. Mais cela n'avait de valeur et de sens qu'autant que nous prenions notre place dans la bataille (même électorale) contre la coalition de tous les partis bourgeois. Il fallait profiter de cette rupture sur le plan électoral entre partis ouvriers et bourgeois, dénoncer le P. S. et le P.C.F. qui formaient un gouvernement avec ceux-là qu'ils attaquaient dans leur campagne comme des réactionnaires et les ennemis jurés de la classe ouvrière, appeler les masses à se mobiliser non seulement pour battre la bourgeoisie sur le plan électoral, mais pour exiger la rupture avec les partis bourgeois et la Constitution d'un gouvernement ouvrier. Cela exigeait une campagne vigoureuse, audacieuse pour faire voter : oui, contre la bourgeoisie.

Telle était l'orientation de toute la minorité. A une seule exception près, qui est elle-même significative. Il s'agit de camarades qui, au dernier Congrès, ont voté finalement pour la minorité, mais après s'être délimités sur un texte gauchiste (contre la défense de l'U.R.S.S., contre le « gouvernement P.S., P.C., C.G.T. »). Ces camarades sont donc logiques avec leur orientation.

### Le schéma qui pouvait justifier le NON était irréal

Mais la majorité ? Etait-elle armée par ses thèses ? Nullement ; la preuve en est qu'elle se divisa à nouveau en trois tronçons. Les partisans du *non* restèrent sur leurs positions. Pour eux, il s'agissait toujours de voter pour ou contre... le capitalisme, pour ou contre... les principes marxistes. Les contingences politiques (la situation, les rapports de force entre les classes, l'état d'esprit des masses...), tout cela ne compte guère.

Une partie des partisans du boycott restèrent également sur leurs positions. Eux, comme les premiers, restaient fidèles à leur orientation : qu'importait la division sur le plan électoral entre partis ouvriers et bourgeois, si les uns et les autres sont menacés sur leur gauche par une puissante vague d'opposition ouvrière, prête à voter *non*, ou à saboter le referendum ? Le seul malheur, c'est qu'un tel schéma ne correspondait en rien à la réalité comme on l'a vu par le vote.

### Ceux qui se déterminent en dépit de leur politique

Que ce schéma fût irréal, on pouvait le prévoir. Aussi un certain nombre de camarades majoritaires se prononcèrent-ils dans le même sens que la minorité (peu importe du reste le soin avec lequel ils s'efforcèrent de se délimiter de la minorité). Ces camarades se déterminaient non pas en fonction de leur politique et de leur orientation générale, mais malgré la politique et l'orientation de la majorité. C'est pourquoi, si certains d'entre eux restèrent fermes sur leurs nouvelles positions (Lambert, par exemple), d'autres hésitèrent, se rétractèrent (par exemple Marcoux, qui changea son vote après le Comité central extraordinaire, renversant par là la majorité). Un de ces camarades, le responsable de la Région parisienne, vota

### Le contrôle ouvrier comme mot d'ordre de notre propagande

Mais le *contrôle ouvrier* sur la production est aussi le mot d'ordre central dans toute notre propagande. Celle-ci doit accompagner pas à pas notre agitation et toutes les expériences ouvrières en désignant toujours le « contrôle ouvrier » comme le pas décisif contre la domination capitaliste et vers la prise en mains de l'économie et de l'état par le prolétariat. Notre propagande doit en même temps reprendre à la base toutes les positions fondamentales de la classe ouvrière, refaire, comme on l'a dit, l'éducation socialiste élémentaire des masses.

Tout ceci ne peut être fait sans dissiper les illusions réformistes des travailleurs. Il faut reprendre le problème à sa base :

Le capitalisme est toujours debout !

La grève est-elle l'arme des trusts ?

Que peut faire un ministre en régime capitaliste ?

Est-ce une bonne tactique de « faire confiance » ? etc., etc...

Nous disposons de suffisamment d'exemples concrets pour être en mesure de répondre aux mots d'ordre réformistes par l'évidence des expériences.

En face de cela, nous devons continuer à expliquer en quoi consiste le « contrôle ouvrier », comment il peut s'exercer au sujet des prix, de l'échelle mobile, des entreprises nationalisées, de l'ouverture des livres de compte, du plan de production, etc...

### La démocratie ouvrière

En réalité c'est une question de premier plan.

Une reprise profonde des luttes posera, de façon beaucoup plus aiguë que dans les congrès syndicaux, la question de la démocratie dans la classe ouvrière et les organisations syndicales. La renaissance de la démocratie prolétarienne est en fin de compte impossible sans l'activité d'un parti révolutionnaire hardi.

La démocratie syndicale, c'est déjà une question politique. Il serait faux de remettre seulement à une tendance syndicale le soin de la défendre.

### La tactique du parti à l'épreuve dans la question des 25 %

Pour conclure ce chapitre, nous ne voulons pas laisser passer l'épreuve la plus sérieuse qu'ait eu à subir ces tout derniers temps la politique du parti.

Frachon, à trois jours des élections, lance l'idée d'une revalorisation générale des salaires. Le Bureau fédéral confirme une demande d'augmentation générale de « l'ordre de 25 % ».

La « Vérité » a pris deux positions successives :

1° Pas de miettes ;

2° La bataille (pour les miettes — c'est nous qui l'ajoutons) aura lieu dans les usines.

C'est ce qui s'appelle courir après son ombre.

### La question du pourcentage est secondaire

Il est absolument faux dans la question des salaires de mettre au premier plan la question de 25 % ou 85 %. Comme s'il fallait choisir au début de la lutte et une fois pour toutes. Notre parti n'est pas un parti réformiste + 60 %. Il se distingue des autres par les moyens et les formes de lutte qu'il met en avant (formation des organisations de masses, grèves, etc.) par opposition aux combines parlementaires. Même si nous ajoutons aux 85 % l'échelle mobile des salaires, il est absurde d'appeler « miettes » une revendication syndicale par opposition à... une autre revendication syndicale.

Il serait beaucoup plus juste de dire : pour nos salaires, une seule défense ; la lutte intransigeante contre le patronat par tous les moyens dont les travailleurs disposent dans leurs entreprises, y compris la grève. Retour aux conventions collectives, obtention de l'échelle mobile, remise en ordre totale des salaires.

Après cela, le problème des 25, 35, 50 ou 500 % n'est qu'un problème « technique ». Dans ce sens, le taux de relèvement des salaires pour lequel les travailleurs peuvent être appelés à combattre, dépend du rapport des forces, du degré de combativité des masses, du résultat qui se dégage de toutes les luttes entreprises et au cours desquelles le parti, évidemment, préconise tel ou tel taux, justifié politiquement.

Autrement dit, au cours des luttes, le parti peut être amené à faire des concessions avec l'importance des « miettes » qu'il réclame au nom de la classe ouvrière. Le parti ne deviendra pas opportuniste parce qu'il ramènera la revendication du taux d'augmentation à 50 %, ni ultra-gauchiste parce qu'il la portera à 100 %.

Mais ce sur quoi nous ne cédonc jamais, ce sur quoi nous portons l'essentiel de notre agitation, c'est le caractère de la lutte que nous entendons mener pour obtenir toute augmentation, pour arracher (ne serait-ce que 25 %) toute « miette » au patronat.

### Il faut lier toute lutte partielle au programme révolutionnaire

C'est aussi, et même surtout, la capacité à lier toute lutte partielle ou isolée avec l'ensemble du programme révolutionnaire, et à opérer cette liaison à partir de toute lutte et de toute revendication, dans l'action, et au niveau de la compréhension des grandes masses, qui distingue le parti révolutionnaire de la chapelle.

Nous avons eu tort d'opposer un moment les 85 % aux 25 %.

Nous avons également eu tort de ne pas lier la lutte pour les salaires aux deux échelons essentiels de la lutte générale contre le capitalisme dans les conditions actuelles : échelle mobile des salaires et contrôle ouvrier.

Le passage de la « Vérité » de « pas de miettes » à « battons-nous pour les miettes » le fait passer deux fois à côté du problème, et montre que la question d'une direction prolétarienne véritable, sachant réagir juste, sachant penser et sachant agir à la pointe de la classe, n'est pas encore résolue par le P. C. I.

### CONCLUSION

Sans aborder dans leur détail les problèmes d'organisation (qui seront traités par ailleurs), ces thèses doivent néanmoins fixer quelques-uns des points les plus importants qui ressortent de notre expérience, depuis le deuxième Congrès.

#### a) Démocratie

Il nous faut un régime intérieur sain sur la base du centralisme démocratique. Nous avons insisté au deuxième Congrès sur le centralisme nécessaire à propos par exemple des problèmes financiers. Mais le meilleur centralisme ne vaut rien sans une démocratie réelle à l'intérieur du parti. Il n'y a pas de démocratie possible lorsque les comptes rendus du deuxième Congrès ne sont pas encore publiés à la veille du troisième Congrès. Il n'y a pas de démocratie possible lorsque la crise du parti qui a éclaté à propos du referendum, reste confinée dans les hautes sphères. Il n'y a pas de démocratie intérieure possible lorsque les *Bulletins Intérieurs* publient des articles de discussion trois mois après qu'ils ont été écrits. Nous voulons que notre parti soit, pour chaque militant, une maison de verre.

#### b) Centralisme

Tous les problèmes politiques reviennent à poser le problème de notre direction. Celle-ci doit disposer d'un appareil centralisé et diriger d'une main ferme le parti. Dans ces derniers mois, la poigne de la direction a été plus délicate que jamais. C'est là un signe que cette direction n'était pas convaincue d'avoir une ligne politique juste. Il n'y a pas de centralisme possible quand on voit, comme au moment du 5 mai, le secrétaire permanent du parti dirigé par des partisans du NON et du « boycott », alors que le parti a pris position pour le OUI. Il n'y a pas de centralisme possible quand nos propres militants sont incapables de reconnaître, du premier coup d'œil, la ligne du parti en lisant son organe central. En un mot, il n'y a pas de centralisme possible si la direction est irresponsable.

#### c) Devenir un parti ouvrier véritable

Tout le travail du parti, malgré l'effort exemplaire de la campagne électorale, se ressent de conceptions étriquées et boutiquières. Notre parti n'a encore, dans sa structure et dans son fonctionnement, que peu de traits communs avec un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Nos cellules ne sont pas vivantes, et c'est pourquoi le recrutement dont on parle de temps en temps laisse l'organisation à peu près aussi squelettique et toujours aussi isolée. Il faut faire du parti une maison habitable pour les militants ouvriers, employés, petits paysans, jeunes, intellectuels. Les meilleurs plans du monde et le plus grand dévouement des militants ne serviront à rien si la direction du parti n'a pas pour objectif de faire un parti de masses. Un lien physique doit unir la direction centrale à l'ensemble du parti. Cela est possible dans l'organisation de campagnes, de meetings, conférences, assemblées d'information, de campagnes de propagande à la façon

des campagnes du S. W. P. sur des thèmes d'actualité, et pour l'élargissement de notre influence à partir de l'audience que nous avons trouvée au cours de la campagne électorale.

d) Améliorer la « Vérité »

La « Vérité » qui représente un énor-

me progrès sur ce que nous avions au moment du deuxième Congrès, traduit fidèlement l'absence de continuité politique et l'absence de volonté d'aboutir qui sont celles de la direction. Avec le recrutement, le soutien, la diffusion, l'information de la « Vérité » constituent nos tâches les plus importantes. Sur toutes ces questions, le Congrès

devra moins faire des plans inapplicables si nous n'avons pas de direction à la hauteur de ses tâches, que tirer les leçons de l'expérience qui vient d'être faite et y répondre en donnant au parti une direction capable de la mener vers les masses et de traduire en une tactique juste le programme de notre Internationale.

# RÉSOLUTION

## RESOLUTION

La situation n'a pas évolué — contrairement aux prévisions adoptées par le II<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. — dans le sens d'une attaque directe du pouvoir bourgeois par le prolétariat, à partir d'un commencement de transformation de la deuxième guerre impérialiste en guerre civile.

Au contraire, la classe ouvrière, sans avoir subi de défaite décisive, a perdu d'importantes positions de combat, et une partie considérable de son pouvoir d'achat (législation antiouvrière et suppression du contrôle des prix aux U.S.A.; liquidation en Europe des organisations armées et des comités populaires, etc.).

Dans l'ensemble, il s'est confirmé que le régime capitaliste sort à peu près indemne de l'épreuve de la guerre. Les antagonismes qui opposent le capitalisme mondial à l'Union Soviétique et les bourgeoisies nationales entre elles n'ont pas amené une crise plus aiguë des relations internationales. La domination politique de la bourgeoisie a été consolidée au cours des mois écoulés et, comme conséquence de cette stabilisation, on assiste à un début de reprise économique.

### II. — En France :

a) Les dernières élections montrent que les partis bourgeois se sont renforcés. Les partis ouvriers traditionnels perdent des voix. Les 800.000 voix qui leur manquent pour maintenir leur proportion avec le bloc bourgeois, leur enlèvent la majorité à la Constituante.

b) L'absence de luttes de masses depuis le II<sup>e</sup> Congrès signifie que, malgré les déboires dus à la politique de concessions incessantes des grandes organisations ouvrières, les masses prolétaires n'ont pas abandonné leurs illusions dans la possibilité d'améliorer leur sort sans briser le cadre de la démocratie parlementaire bourgeoise.

c) Depuis août 1944, la bourgeoisie française a sans cesse consolidé sa domination politique sous la face de la

démocratie bourgeoise parlementaire. Elle prépare maintenant le retour du Sénat, la destruction de l'école laïque, le renforcement de l'Exécutif et la restauration du pouvoir personnel.

d) La bourgeoisie a réussi à ranimer son économie grâce aux sacrifices que le P.S. et le P.C. ont fait accepter aux masses laborieuses. La ranimation économique crée les conditions favorables pour la lutte pour les salaires et, en général, pour les luttes revendicatives dans les entreprises.

e) Cette stabilisation politique et économique du régime bourgeois est très relative, car les difficultés financières, la dislocation de l'Empire colonial et la faiblesse de l'équipement économique français par rapport à celui des Etats-Unis, engendreront de nouvelles crises.

### III. — La politique du P.C.I.

a) La volonté de la bourgeoisie d'instaurer un Etat fort qui tombe de moins en moins sous le contrôle des masses, fait des revendications démocratiques un levier puissant pour réaliser l'unité d'action des travailleurs contre le pouvoir bourgeois. A l'heure actuelle, avec la nécessité pour la bourgeoisie de réduire les libertés ouvrières pour conserver ses profits, chacune des revendications démocratiques (assemblée unique et souveraine, révocabilité des élus, représentation proportionnelle intégrale, suppression des écoles libres, enseignement laïque et nationalisé, etc.) prend une valeur d'assaut contre la domination politique de la bourgeoisie.

b) Notre mot d'ordre « gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. » tel qu'il était formulé par le II<sup>e</sup> Congrès, doit être abandonné. Un tel gouvernement ne peut plus être instauré qu'à l'aide d'une puissante pression de la classe ouvrière dans la rue et dans les usines. Ce serait alors le « gouvernement ouvrier et paysan » appuyé sur les masses armées et organisées dans des comités. La nécessité de cette forme de la dictature du prolétariat doit être patiemment expliquée dans la propagande. Elle ne peut faire l'objet d'une agitation en vue de la lutte directe et immédiatement possible.

Ce qui est immédiatement possible, c'est la rupture de la coalition gouvernementale entre partis ouvriers et partis bourgeois, et le soutien des revendications ouvrières par toutes les organisations de classe.

c) Le P.C.I. doit partir de toutes les luttes politiques et économiques, de toutes les revendications posées par les travailleurs; il doit intervenir dans ces luttes en proposant les revendications transitoires et en travaillant à l'unité d'action et au front unique. La lutte pour le Front unique est, pour le parti révolutionnaire, le meilleur moyen de démontrer aux travailleurs qu'il est digne de la confiance des masses et que son programme est le seul juste.

d) En intervenant dans les luttes revendicatives de la classe ouvrière, le P.C.I. doit :

— travailler au succès complet de ces luttes, mêmes les plus élémentaires;

— lier chaque revendication au programme transitoire;

— mettre en avant le contrôle ouvrier comme le meilleur moyen de garantir les avantages acquis en sapant le pouvoir bourgeois;

— défendre la démocratie ouvrière et l'unité d'action des travailleurs.

Sans se faire d'illusions sur la proximité de la prise du pouvoir par le prolétariat,

pleinement conscient que la période qui vient est celle des combats de la classe ouvrière pour la défense de son niveau de vie et de ses libertés,

convaincu de la nécessité pour le parti révolutionnaire de gagner au cours de ces luttes la confiance des masses ouvrières,

le III<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. appelle tous les combattants d'avant-garde du prolétariat à faire du P.C.I. le parti révolutionnaire de masses, instrument indispensable à la victoire du socialisme.

Beaufrère, Craipeau, Darthe, Demazière, Geoffroy, Lenôtre, Lucien Magnin, Monge, Schwartz, Séverin, Soudran, Sylvain (titulaires ou suppléants du C.C.).

